

Lutte contre l'extrémisme religieux

## Des élus franco-marocains saluent la pertinence de l'approche adoptée par le Royaume



Abdellah Boussouf, secrétaire général du CCME recevant plusieurs élus franco-marocains.

Ph. Karimich

En visite dans le Royaume, des élus franco-marocains, toutes tendances politiques confondues, ont souligné la pertinence de l'approche marocaine en matière de gestion du champ religieux. Selon eux, l'expérience du Maroc en matière de formation des imams est un exemple à suivre en matière de lutte contre la pensée extrémiste et radicale. Invités par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger, ces élus, membre du Cercle Eugène Delacroix, se sont fait fort d'agir en faveur de la consolidation de l'amitié et de la coopération entre la France et le Maroc.

L'expérience développée par le Royaume en matière de formation des imams devrait être mise en avant.

Sur invitation du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), une délégation du Cercle Eugène Delacroix (CED), réunissant des élus franco-marocains, toutes tendances politiques confondues, effectue une visite de travail au Royaume, depuis samedi dernier. L'objectif est de

permettre à la délégation du CED de prendre connaissance des chantiers ouverts par le Maroc dans plusieurs domaines et principalement en matière de restructuration du champ religieux. Pour Abdellah Boussouf, secrétaire général du CCME, qui s'exprimait lors d'une réunion tenue hier à Rabat en présence des membres de la délégation et de plusieurs journalistes, l'expérience développée par le Royaume en matière de formation des imams devrait être mise en avant, compte tenu de sa pertinence et de sa portée. Le SG du CCME estime judicieux que cette expérience soit expliquée aux élus franco-marocains pour qu'ils puissent la défendre sur le territoire français. D'ailleurs, la délégation du CED a eu l'occasion de visiter l'Institut Mohammed VI de formation des imams, ce qui leur a permis de prendre connais-

sance de visu de cette expérience à la fois unique et pionnière. À l'issue de cette visite, les membres du CED ont fortement salué cette expérience qui «devra constituer un exemple à suivre», pour reprendre les propos du président du CED, Salah Bourdi, également maire adjoint d'Épinay-Sur-Seine. Aujourd'hui, 22 imams franco-marocains suivent une formation au sein de cet Institut. Un nombre qui est appelé à augmenter d'ici la fin de l'année, selon le SG du CCME. À l'issue de cette formation, ces imams vont officier au sein des mosquées en France. Leur première mission consiste à véhiculer les valeurs authentiques de l'Islam, loin de toute pensée radicale ou obscurantiste. Une mission d'autant plus importante que l'extrémisme ne cesse de prendre de l'ampleur dans l'Hexagone. Sur ce point, Khadija Gamraoui, première maire adjointe à Carrières-sous-Poissy et chargée des Cultes au cabinet du préfet de la région Ile-de-France, a mis l'accent sur la dangerosité de l'apprentissage de l'Islam sur le web qui conduit à des dérives, chose qui nuit à l'image de l'Islam. Pour sa part, Amélia Amal Lakrafi, chef d'une entreprise œuvrant dans le domaine de la protection du développement de l'innovation, a fait part de certaines idées contribuant à lutter contre la radicalisation en mettant à contribution l'outil Web. Des idées consistant en la digitalisation de l'information concernant l'Islam. Pour ce faire, le CED prévoit, en partenariat avec les institutions du Maroc, d'installer un groupe de réflexion pour discuter de cette question. Rappelons que la délégation des élus franco-marocains aura par ailleurs des entrevues avec plusieurs responsables gouvernementaux. La délégation du CED s'est déjà entretenue avec Mbarka Bouaïda, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères et de la coopération, et Hakima Haiti, ministre chargée de l'Environnement. ■

Soumaya Bencherki